Référendum

Décision

concernant l'octroi d'un crédit complémentaire au crédit-cadre du Campus Energypolis pour l'extension des sites BioArk à Viège et à Monthey, pour la création du parc de l'innovation à Sion et la réalisation du Pôle Santé dans le cadre du Campus Energypolis

du 13.06.2019

Actes législatifs concernés par ce projet (RS numéros)

Nouveau: —
Modifié: —
Abrogé: —

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 1 lettre c et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;

vu la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;

vu la loi sur la politique économique cantonale du 11 février 2000;

vu la loi sur la politique régionale du 12 décembre 2008;

vu la loi sur la formation et la recherche universitaires du 2 février 2001;

vu la loi fixant la localisation des écoles cantonales du degré tertiaire et la contribution des communes sièges du 11 novembre 1999;

vu la loi concernant le financement des grands projets d'infrastructures du 21^e siècle du 15 septembre 2011;

vu la décision du Grand Conseil approuvant la création du Campus Valais-Wallis, la mise en place de plateformes préindustrielles et l'octroi d'un crédit-cadre y relatif du 12 septembre 2013;

sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

I.

Art. 1

¹ Un crédit complémentaire au crédit-cadre pour la création du Campus Energypolis de 54'000'000 de francs est alloué pour l'extension des sites BioArk à Viège et à Monthey, pour la création d'un parc de l'innovation à Sion ainsi que pour le Pôle Santé à Champsec. Les réserves pour imprévus font partie du crédit-cadre.

Art. 2

¹ L'éventuelle contribution au financement d'un parc de l'innovation à Sion par la ville de Sion, l'EPFL ou d'autres partenaires demeure réservée.

Art. 3

¹ La réalisation du parc de l'innovation à Sion, l'extension des sites BioArk à Viège et à Monthey ainsi que la réalisation du Pôle Santé est soumise à l'approbation de l'autorité cantonale compétente sous forme de crédits d'objet.

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat, par le Département de l'économie et de la formation en collaboration avec les autres départements, est chargé de l'exécution de la présente décision.

II.

Aucune modification d'autres actes.

III.

Aucune abrogation d'autres actes.

IV.

La présente décision portant sur des dépenses extraordinaires uniques et périodiques supérieures aux limites fixées par l'article 31 alinéa 1 lettre c de la Constitution cantonale est soumise au référendum facultatif.¹⁾

Sion, le 13 juin 2019

Le président du Grand Conseil: Gilles Martin
Le chef du Service parlementaire: Claude Bumann

¹⁾ Délai pour le dépôt des 3'000 signatures du référendum: 26 septembre 2019.